comment en est-on arrivé là?

Certains objecteront qu'il serait naïf de voir la situation chilienne à travers des déclarations présidentielles et des remaniements ministériels. Certes, ce ne sont que des données superficielles, mais leur signification tient à ce qu'elles expriment fidèlement des réalités sociales profondes.

Si les déclarations d'Allende et les résultats électoraux indiquent que le fossé risque de se creuser dans les mois à venir entre le régime d'Unité Populaire et les masses, ce n'est là que le résultat d'un profond processus social, l'aboutissement des fameuses voies légales auxquelles le régime prétend se tenir.

Sur trois fronts décisifs, celui de la production, celui des relations internationales, celui des institutions, le régime d'Unité Populaire a laissé l'initiative et les meilleures armes à la bourgeoisie. Il a accepté de se placer sur son terrain. Et sur ce terrain, il ne peut que perdre la confiance des masses : c'est là le mal qui ronge l'expérience chilienne et qui l'emportera peut-être un jour.

Produire d'abord...!

L'Unité Populaire a défini la bataille de la production comme une tâche centrale pour les travailleurs. En France, ce thème ne peut manquer de rappeler les positions du Parti Communiste en 1945, quand il détenait certains fauteuils ministériels dans le gouvernement de Gaulle: « produire d'abord! », tel était le mot d'ordre.

A partir du moment où l'Unité Populaire prétend battre le capitalisme sur son propre terrain et avec ses propres armes, il n'est pas étonnant de voir apparaître au premier plan la bataille

de la production.

L'Unité Populaire se propose ni plus ni moins que de racheter le capital. C'est à peu près aussi absurde que si un esclave prétendait économiser sur sa ration alimentaire quotidienne pour racheter le fouet du maître qui l'opprime!